

**Déclaration du Luxembourg à l'occasion du
débat public du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine
dédié à l'anniversaire de la résolution 1325 du CSNU sur
« Les femmes et la paix et la sécurité »**

Addis Abeba, le 17 octobre 2019

Monsieur le Président, Membres du Conseil de paix et de sécurité, Madame l'Envoyée spéciale, Mesdames représentantes des Femmes du Soudan, Excellences, chers collègues,

Je vous remercie de m'offrir la possibilité de faire cette déclaration au nom du Luxembourg à l'occasion de la commémoration de la résolution 1325 du CSNU, outil incontournable dans le renforcement de la paix et la sécurité comme le démontre le débat d'aujourd'hui.

Le Luxembourg salue la publication du 1^{er} rapport de l'UA sur la mise en œuvre du programme « Femmes, paix et sécurité » et félicite Mme l'Envoyée spéciale Bineta Diop ainsi que les femmes du Soudan pour leur engagement infatigable.

Monsieur le Président,

Tout d'abord, je tiens à souligner que le Luxembourg s'associe entièrement à la déclaration de l'Union européenne.

La thématique des femmes et de la paix et de la sécurité demeure plus que jamais d'actualité et revêt une importance cruciale pour le Luxembourg. En effet, le Luxembourg a adopté en juillet 2018, son premier Plan d'action national « Femmes et paix et sécurité » 2018-2023 pour la mise en œuvre de la résolution 1325. Ce Plan d'action permet au Luxembourg, en sa qualité d'Etat membre de l'ONU et de l'UE ainsi que de partenaire de l'UA, de renforcer son engagement de longue date en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité, et de soutenir de manière plus conséquente les efforts internationaux en la matière. Il établit également un lien important avec la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et notamment les Objectifs de développement durable 5 (égalité entre les sexes) et 16 (justice et paix).

Au mois de mars dernier, le Luxembourg a accueilli la conférence internationale « Stand Speak Rise Up ! - pour mettre fin aux violences sexuelles dans les zones sensibles », une initiative de Son Altesse Royale, la

Grande-Duchesse Maria Teresa. Le Dr. Mukwege, Mme Nadia Murad ainsi que de nombreux autres participants dont l'Envoyée spéciale de la Commission de l'Union africaine pour les femmes, la paix et la sécurité, l'honorable Madame Bineta Diop, ont enrichi cette conférence de leur présence. Ce fut le premier événement international de ce type à mettre prioritairement l'accent sur les survivantes, contribuant à humaniser le débat autour du sort de ces femmes.

Au mois de mai dernier, le Luxembourg a également décidé de placer le sujet des femmes, de la paix et de la sécurité au centre de l'agenda de la dernière réunion des Envoyés spéciaux pour le Sahel de l'UE qui s'est tenue à Luxembourg, ce en présence de Madame Diop. Le Luxembourg sera également représenté à haut niveau lors de la prochaine conférence dédiée à la prévention de la violence sexuelle en période de conflit armé qui se tiendra à Londres en novembre.

Monsieur le Président,

L'anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies n'est pas un moment anodin. La résolution 1325 (2000) met utilement en lumière l'impact néfaste et disproportionné que la guerre et les conflits ont sur les femmes et les filles. Dans les conflits, beaucoup d'entre elles demeurent victimes de violences sexuelles et sexistes. Leur exclusion des processus de prévention des violences, de résolution des conflits, mais également de maintien et de consolidation de la paix, a un prix démesuré pour la paix. Cet anniversaire nous rappelle donc l'impératif d'agir et le Luxembourg continue de répondre à cet appel, notamment sur le continent africain. Ainsi, le Luxembourg appuie régulièrement des programmes qui visent à renforcer les capacités en matière de genre dans le secteur de la sécurité et le Luxembourg contribue régulièrement à des organisations qui visent à rompre le cycle de l'impunité pour les violences faites aux femmes et aux filles en tenant responsables les auteurs des crimes, notamment devant la Cour pénale internationale. Par le biais de sa coopération au développement, le Luxembourg est l'un des 20 principaux contributeurs à ONU Femmes et reste résolument engagé en faveur de l'égalité entre les genres.

Monsieur le Président,

La paix et la sécurité sont des responsabilités communes et il incombe aussi à nous tous de s'assurer que les femmes soient des acteurs à part entière, pouvant agir sur un pied d'égalité. Le Luxembourg reste prêt à y mettre du sien.

Je vous remercie.